

Action Network, Générations Futures, PAN Allemagne Global-2000, PAN Europe, Client Earth et PAN Pays-Bas attaquent en justice la réapprobation du Glyphosate par l'Union Européenne.

Une première étape dans la bataille juridique qui va être menée pour mettre fin à l'utilisation du Glyphosate.

La Commission Européenne dispose désormais de 22 semaines (jusqu'à fin juin) pour répondre aux organisations qui saisiront la CJUE si la Commission ne retire pas son autorisation.

La Commission Européenne, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) n'ont pas respecté leur obligation de protéger les citoyens européens et l'environnement, ni le droit et la jurisprudence de l'U.E. sur la réglementation des pesticides et le principe de précaution.

Les dossiers fournis par les industriels sur l'évaluation des risques sont incomplets, les études non fournies par les industriels sont écartées de l'évaluation, l'évaluation du produit dans sa globalité est absente... Les méthodes utilisées sont contestables.

En cas de refus d'un réexamen les organisations pourront s'adresser à la Cour de Justice de l'Union Européenne